



Paris le 26 octobre 2024

Le pouvoir Algérien s'acharne encore sur le militant Kaddour Chouicha

C'est en se rendant à une rencontre organisée par l'UGTSARIO à Tindouf que des camarades de Solidaires ont appris que Kaddour Chouicha, Coordonateur national du SESS (Syndicat des Enseignant-es du Supérieur Solidaires) et membre actif de la LADDH (Ligue Algérienne de Défense des Droits Humains) dissoute par le pouvoir, devait à nouveau comparaître devant un tribunal d'Oran ce dimanche 27 octobre, après une première convocation le 20. Les convocation et reports font partie de la stratégie de harcèlement judiciaire et d'épuisement des militant-es.

Il a déjà été incarcéré pendant un mois pour que le tribunal prononce finalement la relaxe, le pouvoir algérien le considérant comme une "menace" contre l'ordre public. Kaddour Chouicha a déjà subi plusieurs procès, à l'issue desquels il a toujours obtenu la relaxe tant les dossiers étaient vides.

Comme pour les près de 300 prisonnier-es politiques qui subissent encore la répression du pouvoir et le joug d'un système judiciaire aux ordres. Le pouvoir tente de tuer toute contestation après les mois du Hirak, révolte massive de la population algérienne contre le régime militaire. Aujourd'hui, Kaddour Chouicha doit comparaître à deux reprises, le 20 (reporté au 27) octobre et le 20 novembre à Alger, notamment sur des accusations de crimes.

Solidaires condamne cette pression que subit notre camarade comme la répression et l'incarcération des 300 prisonnières politiques. Le pouvoir algérien a clos tout l'espace social et politique, il est en train d'étouffer toute forme de contestation démocratique et pacifique.